



12 février 2026

L'honorable Marc Miller
Ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues
officielles
Chambre des communes
Ottawa, ON, K1A 0A6

Monsieur le Ministre Miller,

Je vous écris en ma qualité de président de la Société historique du Canada | Canadian Historical Association. Les membres de notre société ont été consterné.e.s d'apprendre récemment que plusieurs organismes fédéraux très importants pour tous les Canadien.ne.s qui s'intéressent à l'histoire de notre pays allaient subir des compressions budgétaires : Bibliothèque et Archives Canada, le Musée canadien de l'histoire et le Musée canadien de la guerre, Parcs Canada et Statistique Canada. Bien que nous ne disposions pas de toutes les données précises, nous craignons que les compressions budgétaires aient touché de manière disproportionnée ces organismes, qui jouent tous un rôle dans la création et la conservation des archives et dans l'accès aux connaissances sur l'histoire du Canada. Je constate que les récentes compressions budgétaires imposées à Bibliothèque et Archives Canada amplifient l'impact des compressions antérieures effectuées à l'automne.

Je suis certain que vous êtes conscient du rôle clé que jouent ces organismes dans la promotion de l'intérêt pour l'histoire canadienne. À ce moment particulier de l'histoire de notre pays, il est plus que jamais nécessaire de s'intéresser activement au passé complexe du Canada. Les Canadien.ne.s doivent comprendre, par exemple, les caractéristiques de notre passé qui nous distinguent de nos voisins du sud et qui nous ont amenés à adopter des voies différentes en matière de citoyenneté, de démocratie et d'engagement civique.

Réduire la capacité des organismes du gouvernement fédéral à aider ceux et celles d'entre nous qui accordent de l'importance à l'étude de l'histoire est particulièrement dangereux alors que les décisions prises au niveau provincial ont exacerbé les difficultés d'enseigner notre histoire aux jeunes Canadien.ne.s. Les départements d'histoire des universités et des collèges continuent de se réduire, à un moment où des questions cruciales telles que l'histoire des pensionnats, le rôle des femmes et des personnes LGBTQ+ et les défis auxquels sont confrontés les membres racialisés de la société canadienne suscitent plus d'attention que

jamais. En termes simples, le nombre de spécialistes de l'histoire canadienne continue de diminuer à un moment où il devrait augmenter.

Bien que nous ne puissions pas attendre du gouvernement fédéral qu'il règle les problèmes à l'échelle provinciale, nous espérons pouvoir compter sur vous, en votre qualité de ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes, pour défendre, au nom de tous les Canadiens, le maintien et le renforcement du rôle des organismes qui collectent des données et des archives et les rendent accessibles à un large public. Nous sommes conscients que le pays est actuellement confronté à de nombreux défis, mais nous ne voulons pas que des décisions à courte vue aient des effets durables sur l'étude future du pays. C'est particulièrement le cas de Statistique Canada et de son travail essentiel dans l'acquisition de données utiles qui permettent aux gouvernements de prendre des décisions fondées sur des preuves concernant les programmes sociaux et économiques.

Je note que le premier ministre Carney a fait appel à la compréhension de l'histoire canadienne dans son récent discours à Québec afin d'établir le contexte des décisions actuelles concernant les nombreuses menaces auxquelles notre pays est confronté. Il est essentiel de s'intéresser à l'histoire du pays.

Nous espérons que la reconnaissance de l'importance de l'histoire de notre pays se reflétera dans les décisions budgétaires qui touchent les organismes qui favorisent la connaissance et l'engagement des citoyens à l'égard de notre passé.

Cordialement,



Colin M. Coates
Président, Société historique du Canada | Canadian Historical Association